

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du [Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles](#).

## ÉCLAIRAGE – 21 mai 2015

PLAUCHUT Agathe, Burundi : les conséquences d'un *coup d'État manqué*, Éclairage du GRIP, 21 mai 2015.



## Burundi : les conséquences d'un coup d'État manqué

Par **Agathe Plauchut**

21 mai 2015

Le putsch avorté du 13 mai dernier est intervenu après plus de deux semaines de manifestations dans les rues de Bujumbura et de violences policières qui ont fait plusieurs dizaines de victimes depuis l'annonce de la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat. L'absence du président, qui se trouvait en Tanzanie pour assister à un sommet régional des chefs d'État sur la situation de son pays, était propice à un coup de force.

### Chronique d'un putsch raté

Le général Niyombare, un ancien rebelle du CNDD-FDD et compagnon de lutte du président Nkurunziza, était considéré comme un homme fort du régime jusqu'à son renvoi en février dernier du poste de chef des services de renseignement à la suite de sa prise de position hostile à l'éventualité d'une troisième candidature du président Nkurunziza. Ces derniers mois, il était devenu une figure importante du mouvement d'opposition au troisième mandat, incarnant la fracture qui existait au sein du parti présidentiel entre les proches de M. Nkurunziza et les opposants à son maintien au pouvoir.

Le 13 mai, le général Niyombare s'est exprimé sur les ondes de la radio privée Bonesha FM pour annoncer qu'il démettait le président de ses fonctions. Alors que des scènes de liesse avaient lieu à Bujumbura, très rapidement, sur son compte twitter, la présidence burundaise affirmait que le putsch avait échoué<sup>1</sup>. Les putschistes et les loyalistes se sont ensuite fait face dans les rues de la capitale et se sont affrontés notamment pour le contrôle de la radio nationale, la RTNB.

Finalement, au soir du 14 mai, le numéro deux du groupe de putschistes annonçait l'échec du coup d'État, la supériorité des forces loyalistes et sa reddition. La situation actuelle et l'avenir des putschistes sont incertains. Certains sont détenus tandis que le général Niyombare serait toujours en fuite, ainsi que plusieurs autres officiers putschistes.

Dans son allocution, le général Niyombare avait annoncé l'institution d'un Comité pour le rétablissement de la concorde nationale et a affirmé qu'il travaillait avec des représentants de la société civile, des communautés religieuses et de différents partis politiques afin de former un gouvernement de transition<sup>2</sup>. Pourtant, ces différents acteurs étaient les grands absents à la fois du putsch et du Comité proclamé par Niyombare. La formule même du putsch distinguait radicalement ses fomenteurs des animateurs de la société civile, ces derniers étant par nature hostiles au règlement des différends par la force. L'objectif commun d'éviter un troisième mandat de Pierre Nkurunziza n'implique pas une convergence ou une solidarité sur les moyens à employer pour y parvenir. Que les manifestants des semaines précédentes soient descendus dans la rue pour soutenir la tentative de putsch ne saurait donc conduire à un amalgame entre les putschistes et les opposants au troisième mandat. Le parti au pouvoir a pourtant rapidement fait le raccourci, le maire de Bujumbura affirmant que les manifestants seraient considérés comme des sympathisants des putschistes.

### **L'opposition au troisième mandat continue**

L'opposition, faible et divisée, est demeurée la grande absente à la fois des événements du 13 au 15 mai et des jours qui ont suivi. À nouveau, les associations de la société civile ont été beaucoup plus actives pour dénoncer dans différents communiqués les abus policiers et militaires et les atteintes à la liberté d'expression sous couvert de répression du putsch.

Elle poursuit donc sa mobilisation, malgré les menaces récurrentes et sérieuses qui pèsent sur ses représentants et ses sympathisants. Les organisations membres de la campagne « Halte au 3<sup>e</sup> mandat », hésitantes à se féliciter de la tentative de coup d'État et à rallier les putschistes, ont rapidement publié une « condamnation de tout coup de force : contre l'accord d'Arusha, la Constitution et contre la tentative du 13 mai 2015 »<sup>3</sup> dans laquelle elles se désolidarisent du projet de putsch. Elles annoncent en outre leur intention de « reprendre avec vigueur » les manifestations pacifiques qu'elles organisent depuis plusieurs semaines, interrompues par le coup d'État et les affrontements qui l'ont suivi.

Les médias privés ont été violemment attaqués par les loyalistes au cours des affrontements et du chaos qui ont suivi l'annonce du coup d'État. La Radio publique africaine a ainsi été pillée et incendiée et les radios Renaissance et Isanganiro ont été attaquées par les loyalistes en marge de la reprise en main de la situation par les autorités. Le groupe de presse Iwacu affirme pour sa part qu'il « n'est pas en mesure de travailler librement [et] est donc contraint d'arrêter provisoirement ses publications »<sup>4</sup>. De nombreux journalistes privés ont cessé leurs activités et sont cachés au Burundi ou en fuite par crainte de représailles. Cette offensive contre les médias et la liberté d'expression, trop rapidement considérée comme un dommage collatéral des affrontements qui ont secoué la capitale, sont de très mauvais augure dans un pays où la vigueur des organes de presse a souvent été saluée.

Le gouvernement semble résolu à étouffer la contestation qui refait surface. L'encadrement des manifestations a été confié à l'armée et non plus à la police,

ce qui envoie des signaux différents, avec d'une part un nouveau raidissement du pouvoir vis-à-vis de la contestation populaire et d'autre part une volonté de prouver la mainmise du gouvernement sur l'armée.

### **Quid des élections ?**

La question est à présent de savoir si les élections auront lieu, dans quelles conditions et sous quels délais. Les appels au report des élections se multiplient, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Les évêques burundais ont notamment appelé à un report des élections. Dans un pays où environ deux tiers de la population est catholique, l'influence de l'Église demeure très forte et cette dernière semble être la seule organisation, en dehors du CNDD-FDD, à pouvoir être écoutée et relayée partout au Burundi, y compris dans les zones rurales qui concentrent l'essentiel de la population et qui restent en retrait vis-à-vis des mobilisations de la capitale. Le porte-parole de la présidence burundaise a annoncé que, à la suite d'une recommandation de la Commission électorale, le président reportait les élections législatives et communales d'une semaine (au 5 juin). Cependant, le calendrier de l'élection présidentielle (26 juin) demeure pour l'heure inchangé<sup>5</sup>. Pour autant, la question du report des élections n'est que conjoncturelle et ne devrait pas masquer les véritables enjeux pour le Burundi, à savoir la pérennité des accords d'Arusha, l'assainissement du paysage et du débat politique et le développement économique du pays.

Depuis le coup d'État, quatre anciens chefs d'État burundais se sont adressés au président Nkurunziza, lui demandant de prendre de la hauteur sur les événements et de renoncer à un troisième mandat, pour le bien du pays. Mais leur supplique n'a que fort peu de chance d'être entendue car, à court terme, le président Nkurunziza se trouve dans une position plus favorable que jamais. Outre la réduction au silence des médias privés, le président a également expurgé le sommet de l'État de certains individus jugés trop peu fiables. Trois ministres, dont ceux de la Défense et des Affaires étrangères, ont ainsi été renvoyés le 18 mai. Le président n'a pas justifié ces limogeages, son porte-parole a simplement affirmé que la Constitution lui donnait le droit de remanier le gouvernement sans raison.

Pour autant, la tentative de coup d'État – bien qu'avortée – a révélé la profondeur des divisions qui parcourent à la fois la société et l'armée burundaise, ainsi que les tout premiers cercles du pouvoir. Le ministre des Affaires étrangères fraîchement nommé, Alain Aimé Niamitwe, est en effet l'ancien ambassadeur du Burundi auprès de l'UA et le frère de son principal porte-parole et bras-droit, Willy Niamitwe, qui a assuré la communication présidentielle en l'absence de Nkurunziza pendant la tentative de coup d'État. Le nouveau ministre de la Défense, Emmanuel Ntahonvukiye, est pour sa part un civil, ce qui est une première depuis plus de quarante ans. Cela pourrait être le signe que la réserve de fidèles dont dispose le président est en train, si ce n'est de s'épuiser, tout au moins de se rétrécir et que le président a préféré, à l'approche des élections et face à la forte pression contre sa candidature, s'entourer des personnes les plus fidèles et acquises à sa magistrature.

## Quel rôle pour la communauté internationale ?

Alors que plus de 105 000 personnes ont fui vers les pays voisins selon le HCR<sup>6</sup>, la situation extrêmement tendue qui prévaut au Burundi fait craindre aux diplomates et aux observateurs de la zone un embrasement régional. Les partenaires internationaux du Burundi appellent donc à la fois le gouvernement et les opposants au calme et à la retenue. Les chefs d'État des pays de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) ont appelé à un report des élections, de même que le président kényan, l'Union européenne et les États-Unis.

En réponse à la pression internationale, mais également à l'attention de la population burundaise, le président Nkurunziza brandit aujourd'hui la menace islamiste. Dimanche 17 mai, il a ainsi centré sa première allocution depuis le coup d'État sur une prétendue menace des Shebab somaliens à l'encontre du Burundi, l'un des principaux pays contributeurs de l'AMISOM, la force de l'Union africaine présente en Somalie. Aucune mention n'a été faite de la tentative de coup d'État de la semaine dernière. Pour Pierre Nkurunziza, c'est une manière de rappeler à ses partenaires internationaux que le Burundi est un contributeur essentiel du maintien de la paix, particulièrement en Somalie, et de menacer les diplomaties occidentales de leur abandonner le borbier somalien. À l'intérieur du pays, le président entend également se poser comme la seule alternative au chaos et à l'insécurité – qu'elle soit causée par des dissidents ou des menaces extérieures.

Il s'agit maintenant pour les opposants et la société civile de réussir à sortir du piège de l'amalgame avec les putschistes dans lequel le président entend les enfermer, et de réussir à mobiliser la population en affirmant le caractère pacifiste des manifestations. Pour la communauté internationale, l'enjeu est de ne pas céder au chantage de Nkurunziza et de ne pas radoucir le ton à l'approche d'élections qui, pour être déterminantes au Burundi, n'en seront pas moins exemplaires pour les pays voisins qui se trouveront prochainement dans des situations similaires.

\* \* \*

## L'auteure

*Agathe Plauchut est chercheuse associée au GRIP, doctorante en Histoire contemporaine et chargée d'enseignement à Sciences-po Aix-en-Provence. Ses recherches portent sur les questions politiques et sécuritaires dans les Grands Lacs d'Afrique depuis 1986.*

- 
1. [Tentative de coup d'État échouée au Burundi](#), posté sur Twitter Burundi/Présidence, 13 mai 2015.
  2. « [Burundi army officer says forming transitional government](#) », *Reuters*, 13 mai 2015.
  3. [Déclaration des organisations membres de la campagne « Halte au 3ème mandat »](#), 17 mai 2015.
  4. Message fixe sur la page d'accueil du site « [Iwacu, les voix du Burundi](#) ».
  5. « [Burundi's president delays parliamentary elections by a week](#) », *Reuters*, 20 mai 2015.
  6. « [UNHCR says more than 105.000 refugees have fled violence in Burundi](#) », UNHCR, 15 mai 2015.